

Alexandre BESSON,
étudiant en sciences politiques et relations internationales

Institut Supérieur de Relations Internationales et Stratégiques (ISRIS)
Institut d'Etudes Politiques de Toulouse (IEP)
Nanyang Technological University de Singapour (NTU)

LES BASES CONTEMPORAINES DE LA SOCIÉTÉ SINGAPOURIENNE : LA COHESION A TOUT PRIX

Sommaire

Introduction	2
Crises asiatiques : le modèle singapourien à l'épreuve	4
Le retour des périls ou Singapour face à ses faiblesses fondamentales.....	4
Réaffirmation et relégitimation de l'État.....	5
L'avènement du terrorisme international ou la validation par les faits de l'autoritarisme protecteur	7
La vulnérabilité de la Cité-État face au terrorisme international.....	7
Vers un état de siège permanent légitimé.....	10
Conclusion.....	14
Références bibliographiques et sources.....	17

LES BASES CONTEMPORAINES DE LA SOCIÉTÉ SINGAPOURIENNE : *LA COHESION A TOUT PRIX*

Introduction

Ancienne colonie britannique, la petite Cité-État de Singapour accéda à l'indépendance dans la souffrance en août 1965 quand elle fut expulsée de la jeune Fédération de Grande Malaisie. Ile chinoise dans un océan malais, entourée de voisins hostiles, privée de toute ressource naturelle et de « l'arrière-pays malaisien », sa survie et son émergence au rang d'Etat souverain et d'économie de premier ordre ont tenu lieu de miracle politique et économique, tant l'échec était assuré et prédit. Mais sous l'impulsion de son « père-fondateur » LEE Kuan Yew, premier Premier ministre de la petite République dont l'autoritarisme a souvent été pointée du doigt, Singapour est parvenu à s'ériger en vitrine de richesse économique et de stabilité politique au sein d'une Asie du sud-est instable et sous-développée.

Aujourd'hui joyau du capitalisme financier dans cette région, les crises de ces dernières décennies ont sensiblement affecté la Cité-État. Les crises pétrolières de 1973 et 1979, la récession économique de la mi-80, la crise asiatique de 1997-98, l'explosion de la « bulle internet » au début des années 2000, et surtout l'actuelle crise économico-financière ont laissé des traces dans la région, sans épargner Singapour. Ainsi, la dégradation de la conjoncture économique et financière ces dernières années a mis à jour les limites du système de croissance et de développement de Singapour, fondé essentiellement sur le commerce international et les produits et services à haute valeur ajoutée.

Le retour à une situation d'incertitude économique a poussé les gouvernements des pays asiatiques les plus dynamiques à se remettre en question. Les crises successives affectant le capitalisme mondialisé, soudaines dans leur apparition et fulgurantes dans leur expansion, ont profondément bousculé les populations et les économies. Mais parallèlement, des États comme la Chine ou encore le Vietnam, idéologiquement réticents à jouer le jeu de la mondialisation, ont fini par participer eux aussi à un système globalisé certes efficace mais aux faiblesses de plus en plus visibles, confortant ainsi le modèle, malgré les crises successives. Si Singapour est jusqu'alors l'un des pays asiatiques ayant le mieux su gérer ces crises – ce qui a conduit à conforter le rôle de l'État alors même que celui-ci était montré du doigt chez ses voisins – son modèle économique a montré une vulnérabilité certaine qui pourrait peser à l'avenir. Parallèlement, d'un point de vue politique mais non sans lien avec le processus de mondialisation, l'avènement du terrorisme international a eu les mêmes effets : la

mise en exergue des faiblesses singapouriennes mais le renforcement du système en place ...

Crises asiatiques : le modèle singapourien à l'épreuve

Le retour des périls ou Singapour face à ses faiblesses fondamentales

Les krachs pétroliers de 1973 et 1979 ont fait naître de réelles inquiétudes au sein de la Cité-État du fait de sa grande dépendance en matière énergétique mais également de sa stratégie industrielle consistant à devenir l'une des premières plates-formes mondiales de raffinage du pétrole. À cette inquiétude s'est ajoutée une réelle menace de déclin économique puisqu'en 1985, la petite île fait face à sa première crise sérieuse depuis son accession à l'indépendance. Pénalisée par la croissance subitement en berne de ses voisins¹, l'économie singapourienne s'enfonce dans la récession. Alors que l'expansion économique de l'île se situait autour de 9,7% en moyenne par an depuis 1965 et n'était jamais tombée sous la barre des 4%, le taux de croissance réel du PIB devint négatif en 1985 (-1,7%)². Malgré un net recul lors des élections législatives de 1984³, maintenu en 1988⁴, le PAP⁵ est resté confortablement au pouvoir et l'évolution défavorable de la conjoncture économique n'a eu au final que peu d'impacts sur la situation politique, si ce n'est l'organisation presque artificielle d'une opposition parlementaire par quelques retraits de dernière minute de candidats du PAP, compensée par un resserrement du contrôle de la presse par des opérations successives de concentration⁶.

Une nouvelle crise, plus étendue cette fois, frappe les pays asiatiques en 1997-1998, dont Singapour. Au mois de juillet 1997, un effet de dominos va faire se répandre une crise monétaire à une vitesse fulgurante : en moins de deux semaines, la Thaïlande, les Philippines et la Malaisie prennent la décision de laisser « flotter » leur monnaie qui s'effondre tour à tour. Le mois suivant, l'Indonésie se laisse emporter, puis c'est au tour des « dragons asiatiques » (Taïwan, Singapour, Corée du Sud et Hong Kong) de sombrer, détériorant gravement la situation financière des banques et entreprises régionales. Même si les monnaies coréenne et singapourienne résistent mieux que les autres, la fuite des capitaux et des investisseurs transforme très vite cette crise monétaire en crise boursière. Le 28 août 1997, les bourses de la région chutent successivement, notamment à Manille et Hong-Kong. La Thaïlande et la Malaisie sont les pays les plus gravement touchés par la crise, suivent l'Indonésie et la Corée du Sud. Singapour subit le contrecoup de la dépression et d'autres pays émergents non-asiatiques comme le Brésil, l'Argentine ou encore l'Inde sont également touchés. Le Fonds Monétaire International (FMI) doit successivement intervenir en Thaïlande (28.07.97), Indonésie (08.10.97) et Corée du Sud (21.11.97) et l'ensemble de la région est menacé par

¹ On peut expliquer la situation de la Malaisie et de l'Indonésie par le net recul de leurs exportations en produits de base et en énergie.

² RIGG (Jonathan), *Singapore and the recession of 1985*, Asian Survey, Vol. 28, No. 3, Mars 1988, pp. 340-352.

³ 75,5% des voix en 1980 contre 62,9% en 1984.

⁴ 61,7% des voix.

⁵ *People's Action Party* (« parti de l'action du peuple »), le parti politique du Premier ministre LEE Kuan Yew, majoritaire depuis l'accession de Singapour à l'autonomie en 1959.

⁶ Disparition par exemple du *Singapore Monitor* en juillet 1985.

une déstabilisation politique à cause de l'ampleur de la crise⁷. Le 21 mai 1998, le Président indonésien SUHARTO se retire et laisse sa place à Jusuf HABIBIE. Les dirigeants singapouriens surveillent de près la situation politique de leurs voisins, craignant une propagation de la contestation. La crise économique-politique se propage également bientôt à la Russie. La baisse de la demande mondiale et la chute des cours des matières premières et des hydrocarbures affectent sérieusement le commerce international et finit de faire de cette crise asiatique une crise mondiale, même si au final l'impact de celle-ci touchera davantage les pays d'Asie et les pays émergents que les puissances industrialisées du « Nord ».

Réaffirmation et relégitimation de l'État

Singapour est, compte-tenu de son économie axée sur les échanges, touché de plein fouet par la crise, mais le gouvernement parvient à en absorber les impacts, notamment en demandant à la population de joindre son effort aux politiques mises en œuvre pour les atténuer. C'est ainsi que les travailleurs singapouriens consentirent par exemple à une baisse temporaire de leurs salaires pour sortir au plus vite de la spirale de la crise.

Si Singapour négocia le virage de la crise asiatique de 1997-1998 avec plus d'aisance que ses voisins et que son économie n'en sortit qu'égratignée alors même qu'elle aurait dû, compte-tenu de sa structure, en sortir durement éprouvée, elle laissa cependant des traces durables. Tout d'abord, son amplitude mais surtout sa soudaineté ne manquèrent pas de marquer les esprits en rendant tangibles les risques de déclin économique. La crise redonna en quelque sorte du crédit aux politiques prônant la nécessité de ne pas croire en un avenir perpétuellement fondé sur l'essor économique et la stabilité politique. Pour la première fois depuis 1965⁸, le spectre d'une possible décadence ressurgit et la population singapourienne peut constater ses affres chez leurs voisins les plus proches. Développée dans les premières heures de la jeune République afin de mobiliser la population autour d'un projet politique solide et viable, la théorisation de l'état de siège permanent et de lutte perpétuelle pour la survie retrouve un nouveau souffle.

Pour preuve que les esprits ont été durablement et fortement marqués par ces années 1997-1998, Rodolphe de KONINCK fait remarquer qu'avant la crise, « *Singapour comptait parmi les pays au monde où le pourcentage de la population possédant des actions en bourse était le plus élevé, soit 54% selon les données officielles [et que] ce chiffre tout à fait exceptionnel avait (...) fait un bond en avant impressionnant entre 1993 et 1998, passant de 8% à 54%* ». En 2003, ce taux chute à 24%. Par ailleurs, la part de la population détenant des investissements en devises étrangères ou dans des fonds d'investissements est passée de 3 à 12% entre 1998 et 2003⁹. Ces chiffres montrent un bouleversement des comportements économiques des citoyens singapouriens qui, d'une part, ont perdu confiance dans le capitalisme financier et, d'autre part, ont pris conscience des risques de l'interdépendance des économies à un niveau mondial et ont donc décidé de diversifier leurs placements financiers en vue de les sécuriser au maximum.

La raison pour laquelle le gouvernement réussit à gérer la crise et à limiter au

⁷ TERTRAIS (Hugues), *Asie du Sud-Est: enjeu régional ou enjeu mondial?*, Paris, Gallimard, 2002, p. 72.

⁸ La récession de 1985 fut aussi un signal, mais son ampleur demeurait limitée, tout comme son étendue : il ne s'agissait pas d'une crise mondiale mais de difficultés économiques particulières et géographiquement localisées.

⁹ DE KONINCK (Rodolphe), *Singapour, la Cité-Etat ambitieuse*, Paris, La documentation française, Belin, 2006, pp. 117-118.

maximum son impact vient principalement du fait de la bonne santé de l'économie singapourienne avant l'émergence des difficultés et du sang-froid de ses dirigeants. En effet, deux éléments peuvent expliquer pourquoi certains pays voisins de Singapour ont sombré si vite dans les plus grandes difficultés.

Tout d'abord, ces derniers n'avaient pas toujours les armes économiques pour pouvoir endiguer la crise, celle-ci mettant à jour de grandes faiblesses structurelles. L'exemple le plus significatif est la Thaïlande, l'épicentre du marasme. Alors que le taux de croissance avoisinait les 10% avant 1997, le pays reposait sur de nombreux déséquilibres : fort déficit de la balance des paiements, spécialisation dans la production de produits à faible valeur ajoutée du fait d'un développement technologique demeurant à l'état embryonnaire, bulle immobilière, collusion entre l'État et les milieux d'affaire, etc.¹⁰ En comparaison, Singapour disposait d'investissements relativement sécurisés et d'une monnaie plus forte, et sa croissance reposait sur une production de produits à plus forte valeur ajoutée, et donc plus recherchés et plus facilement exportables en dépit de la crise.

Ensuite, les pays les plus durement ébranlés par la crise le doivent pour certains à une mauvaise gestion économique initiale de leurs gouvernements et par la multiplication de leurs erreurs au cours de la propagation des difficultés. L'exemple le plus révélateur reste l'Indonésie : même si le pays jouit d'une croissance avoisinant les 7% avant 1997, elle nourrit un pays particulièrement corrompu où l'État et ses dirigeants favorisent telle ou telle entreprise ou tel groupe financier par pur clientélisme, sans analyse économique objective au préalable¹¹. De plus, aucune réglementation financière n'a été mise en place, ce qui laisse libre cours aux opérations les plus douteuses. Quand la crise touche l'Indonésie, le Président SUHARTO multiplie les plans incohérents, comme le creusement du déficit budgétaire. Les mesures prises ont un impact catastrophique sur l'économie du pays et ne font qu'aggraver la crise. L'inflation et l'endettement explosent, faisant de l'Indonésie le pays le plus touché par la crise.

Dès lors, deux phénomènes convergent à Singapour : l'État, compte-tenu du contexte, réaffirme sa légitimité à prendre en main le destin de sa population, à « planifier autoritairement son bien-être »¹² et y voit une occasion légitime de « rafraîchir » sa théorie de lutte pour la survie ; la population, en comparant sa situation à celle de ses voisins asiatiques, voit en son gouvernement un gestionnaire efficace, qui prône une thématique se vérifiant dans les faits (lutte pour la survie, fragilité des acquis...) et apte à gérer les situations de crise. Le statut de « *nanny state* »¹³ de Singapour ne s'en trouve que renforcé. L'autoritarisme étatique dont il a fait preuve n'a pas été remis en cause, contrairement à ce qui se passe dans des pays comme l'Indonésie ou la Thaïlande. Alors que la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) invite dans son rapport annuel antérieur à la crise en septembre 1996 à s'inspirer du modèle de croissance asiatique reposant sur des États forts acteurs du développement, ce modèle est finalement montré du doigt face aux conséquences néfastes de leur intervention. C'est ainsi qu'au sortir de la crise, le FMI considérera qu'il devient impératif de reconsidérer le rôle de ces États autoritaires qui, s'ils favorisèrent un développement intensif lors de leur accession à l'indépendance, tendent désormais à mener

¹⁰ Voir la publication du *Woodrow Wilson International Center for Scholars* d'octobre 2007: « Ten years after: Revisiting the Asian Financial Crisis ».

¹¹ Michel CAMDESSUS, alors directeur du FMI, parlera de « *relations incestueuses entre l'État, les banques et les entreprises* » (*bad governance*).

¹² REGNIER (Philippe T.), *Singapour et son environnement régional : étude d'une Cité-Etat au sein du monde malais*, Genève, Publications de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1987, p. 179.

¹³ « *Etat nounou* ».

des actions contre-productives¹⁴. Cette critique semble objectivement et d'après les faits ne pas pouvoir s'appliquer au cas de Singapour sur cette période.

L'avènement du terrorisme international ou la validation par les faits de l'autoritarisme protecteur

La vulnérabilité de la Cité-État face au terrorisme international

Déjà sous la pression de possibles actions armées lorsque l'agitation communiste couvait dans la région, puis directement menacée par la politique de *Konfrontasi* indonésienne (années 60-70), le phénomène de l'action terroriste n'est pas nouveau à Singapour. En effet, le 10 mars 1964, une bombe explosa dans le bâtiment de la *Hong-Kong and Shanghai Bank* – aujourd'hui connu sous le nom de *MacDonald House* – sur *Orchard Road*, la plus importante avenue du centre. Cet attentat, œuvre de saboteurs indonésiens, provoqua la mort de deux personnes et au moins trente-trois autres furent blessées. Ayant pour but de semer la panique au sein de la population, ces attaques se multiplièrent mais l'attentat à la bombe d'*Orchard Road* – le 29^{ème} du genre – fut le plus important et le plus meurtrier de toute la *Konfrontasi*. Il marqua durablement les esprits des générations ayant connu cette période agitée de l'histoire de Singapour durant laquelle son modèle multiethnique menaçait d'imploser, à commencer par les responsables politiques qui ont dû gérer ce climat de tension extrême. Une unité anti-terroriste fut créée au sein de la police et les deux saboteurs¹⁵ furent arrêtés puis pendus le 17 octobre 1968.

Ardent défenseur du libéralisme économique sans lequel aucune viabilité ne serait possible, l'État de Singapour fait figure de fleuron du capitalisme mondialisé et avocat du « Nord » et de l'ensemble des pays développés qui prônent ce mode de développement. La petite République insulaire, parce qu'elle est un des centres névralgiques de la mondialisation, est une cible potentielle pour toute attaque terroriste qui viserait à déstabiliser les grands pays industrialisés. En effet, la concentration sur ce petit territoire des plus grands intérêts nationaux de pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, la France ou encore l'Espagne, et ses liens historiques avec Israël, tous désignés comme ennemis par la nébuleuse islamiste *Al-Qaeda*, fait craindre un attentat qui aurait une portée symbolique très forte.

Mais Singapour n'est pas une cible potentielle du terrorisme international uniquement car il s'agit d'un lieu de rencontre des intérêts économiques des pays les plus influents du monde. La Cité-État est en outre un allié fidèle des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, un partenaire privilégié du Royaume-Uni et entretient de très bonnes relations avec les pays européens en général, la France en particulier. Ses dirigeants ont à plusieurs reprises fait part de leur sympathie à l'égard de l'État d'Israël qu'ils reconnurent dès le mois de mai 1969. Ainsi, l'étroite coopération entretenue avec ces pays ne se limite pas au seul domaine économique : d'importants accords militaires lient Singapour à ces puissances occidentales, en matière de défense (facilités accordées à l'*US Navy* pour ce qui est du mouillage de ses bâtiments de guerre, bases militaires américaines), d'armement (*F16* américains, *Mirages* et *Frégates* françaises, chars israéliens...) et de formation militaire (États-Unis, France et Nouvelle-Zélande en particulier). De plus, les services de

¹⁴ TERTRAIS (Hugues), *Asie du Sud-Est, op.cit.*, pp. 50 et 77.

¹⁵ Harun SAI et Osman Hj MOHD ALI, membres du *Korps Komando Angkatan Laut*.

renseignement coopèrent très largement en ce qui concerne le terrorisme international et le gouvernement singapourien apporte à Washington un soutien total dans la lutte que les Américains mènent contre *Al-Qaeda*, notamment en traquant ses opérations financières et en déployant des unités en Afghanistan¹⁶.

Enfin, Singapour n'est pas seulement une cible indirecte du terrorisme islamiste mais fait également face à une menace régionale forte représentée principalement par le groupe *Jemaah Islamiyah*. L'engagement des Singapouriens auprès des Américains en Afghanistan, s'il est l'occasion de renforcer le statut d'allié privilégié des Etats-Unis dans la région (Singapour compte en effet sur le parapluie américain, même si aucune alliance formelle ne lie les deux Etats), est également officiellement lié à cette menace terroriste régionale. Le ministre de la Défense singapourien a rappelé début juillet que « *ce qui se passe en Afghanistan a un impact direct sur la sécurité de Singapour* »¹⁷, rappelant que plusieurs membres de la *Jemaah Islamiyah* détenus en 2001 et 2002 avaient des liens avec les talibans et *Al-Qaeda*. Une vidéo prouvant la préparation d'un attentat dans le métro de la Cité-État avait apparemment été retrouvée à Kaboul en 2001. De plus, du fait de ses fortes populations malaise (environ 15% de la population totale) et indienne (8%), l'Islam est bien implanté à Singapour. L'île est voisine de l'Indonésie, le plus grand pays musulman au monde qui compte près de 240 millions d'habitants, dont 86,1% de Musulmans¹⁸, et avec lequel Singapour a toujours entretenu des relations conflictuelles, mais également de la Malaisie et des Philippines où opèrent des mouvements séparatistes d'obédience fondamentaliste.

La menace est réelle puisque le 24 décembre 2001, le gouvernement annonçait le démantèlement d'un réseau de la *Jemaah Islamiyah* : les treize individus arrêtés, de paisibles hommes d'affaires ou ingénieurs, préparaient depuis cinq ans des attentats contre des intérêts occidentaux. Ces attaques visaient entre autre des navires américains en stationnement sur l'île, une station de métro fréquemment empruntée par les *GIs* et des installations et personnel diplomatiques des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie et d'Israël basées sur l'île. D'autres arrestations eurent lieu le 15 janvier 2002¹⁹. En tout, huit de ces membres étaient suspectés d'avoir séjourné en Afghanistan. En mai, le ministre de l'Intérieur affirmait que « *les terroristes arrêtés au début de l'année à Singapour avaient reçu le feu vert d'Al-Qaeda dès 1997 pour organiser des attentats contre les forces américaines stationnées dans la ville* » et en juin, Omar AL FAROUQ, arrêté en Indonésie et remis aux autorités américaines, avoue « *avoir été envoyé en Asie du sud-est pour orchestrer une série d'attentats, notamment contre les ambassades américaines et les églises chrétiennes, et unifier les mouvements islamistes de la région* », le tout avec l'aide de la *Jemaah Islamiyah*²⁰.

D'autres menaces périphériques inquiètent Singapour. C'est ainsi qu'en août de la même année, une vingtaine de suspects également liés à la *Jemaah Islamiyah* et au *Moro Islamic Liberation Front (MILF)*²¹ sont arrêtés dans la région. Ils visaient notamment un

¹⁶ Le Ministre de la Défense TEO Chee Hean a récemment annoncé le renforcement de la présence de l'armée singapourienne (SAF) en Afghanistan avec le déploiement en août prochain de 52 hommes supplémentaires dans la province d'Oruzgan. Le contingent déployé dépassera ainsi les 160 hommes (contre moins d'une centaine l'an passé), un niveau jamais atteint jusqu'alors.

¹⁷ Voir *The Straits Times*, édition du 1er Juillet 2010.

¹⁸ Estimations de la CIA pour l'année 2008.

¹⁹ Ces arrestations faisaient suite à la découverte d'un enregistrement vidéo en Afghanistan dans lequel l'un des suspects arrêtés analysait en détail le réseau du métro de Singapour. Ce furent trois cellules terroristes liées à la *Jemaah Islamiyah* qui furent ainsi découvertes.

²⁰ RAUFER (Xavier), *Atlas de l'Islam radical*, Paris, CNRS Editions, 2007, pp. 252 et 253.

²¹ Avec *Abu Sayyaf*, l'un des deux groupes islamistes agissant au sud des Philippines.

pipeline d'approvisionnement en eau situé au nord de la Malaisie²². Le 12 octobre de la même année, un attentat extrêmement meurtrier frappe Bali : il coûte la vie à 202 personnes et 209 autres furent blessées. Les victimes étaient pour la plupart des touristes australiens. L'attaque fut une nouvelle fois revendiquée par le réseau *Jemaah Islamiyah*.

Il existerait aussi d'autres cellules fondamentalistes dans toute l'Asie du sud-est regroupant plusieurs centaines de militants ayant combattu les troupes soviétiques en Afghanistan durant les années 1980. Il reste malgré tout difficile de savoir quels liens entretiennent ces mouvements avec *Al-Qaeda*, mais il n'en demeure pas moins qu'« en Indonésie, les *Laskar Jihad* ne seraient pas sans lien avec les réseaux philippins d'*Abu Sayyaf*, célèbres depuis leurs prises d'otages occidentaux en 2000 »²³. Le risque de voir ces réseaux muer en mouvement intégriste transnational n'est pas nul, comme l'ont rappelé les aveux d'Omar AL FAROUQ et comme le prouvent les liens autrefois tissés entre les leaders d'*Abu Sayyaf* et la Libye puis les talibans.

Une menace plus récente a été révélée par le juge d'instruction anti-terroriste français Jean-Louis Bruguière dans une interview publiée par le *Financial Times*²⁴ : « Nous avons des éléments d'information qui nous font penser que des pays de la région, spécialement le Japon, peuvent être la cible [d'attaques d'*Al-Qaeda*]. (...) Toute attaque contre un marché financier comme le Japon aurait mécaniquement un impact économique important sur la confiance des investisseurs. D'autres pays dans la région, comme Singapour et l'Australie, sont aussi des cibles potentielles ».

Par ailleurs, certains spécialistes comme Hugues TERTRAIS mettent en garde contre une éventuelle mutation de l'islamisme radical en « internationale des pauvres dont *Al-Qaeda* constituerait l'avant-garde ». Singapour pourrait alors rassembler contre elle une rancœur aiguë et devenir la cible d'une hostilité violente. D'ailleurs, sa prospérité agace déjà souvent dans la région.

À noter en outre que l'ancien *leader* (« *Qoaid Wakalah* ») de la *Jemaah Islamiyah* Mas SELAMAT BIN KASTARI a été repris – il s'était échappé en février 2008 – en Malaisie le 1^{er} avril dernier, grâce à la coopération des polices malaisienne et singapourienne *via* Interpol²⁵. Plus récemment encore, les autorités singapouriennes ont déclaré qu'une attaque était planifiée contre des infrastructures portuaires, ce qui a conduit au renforcement des patrouilles dans le détroit de Malacca. Mais à en croire certains observateurs régionaux du monde maritime, cette menace n'était pas alors aussi sérieuse que prétendue, et sa divulgation semble n'avoir été qu'un prétexte pour renforcer la coopération maritime avec la Malaisie.

²² RAUFER (Xavier), *Atlas de l'Islam radical*, *op.cit.*, p. 254.

²³ TERTRAIS (Hugues), *Asie du Sud-Est*, *op.cit.*, p. 177.

²⁴ Cf. publication sur le site « Géoscopies » du 07 sept. 2005 (www.geoscopies.net)

²⁵ Source : site internet d'Interpol (www.interpol.int)

Vers un état de siège permanent légitimé

La menace terroriste pesant sur Singapour est réelle et a conduit à un resserrement du contrôle de la population. Celle-ci, consciente d'être une cible potentielle, semble dans sa majorité cautionner l'omniprésence de l'État qui veut contrôler pour protéger. Mais la menace terroriste n'est pas la seule qui alimente les peurs des Singapouriens. La crise du SRAS²⁶ du début des années 2000 ou celle, plus récente, de la grippe H1N1, ont également marqué les esprits et alerté la population sur les dangers qu'une épidémie de ce type comporte pour une population de plus de quatre millions de personnes regroupées sur un si petit territoire, insulaire qui plus est. La menace terroriste et les crises sanitaires ont contribué d'une part à responsabiliser la population, et d'autre part à justifier le paternalisme étatique.

Concernant le risque d'attentats, la population est en permanence sollicitée pour faire preuve de la plus grande vigilance possible. Dans les rames du métro, des écrans font défiler en boucle des images des derniers attentats islamistes dans le monde : New-York et Washington le 11 septembre 2001, Madrid le 11 mars 2004, Londres le 7 juillet 2005, Bali le 1^{er} octobre 2005... Une vidéo présente le comportement à adopter au cas où un individu suspect viendrait à abandonner son sac dans une rame ainsi que la marche à suivre pour l'évacuation d'urgence. Des affiches d'appel à la vigilance trônent au-dessus des portes et banquettes, certaines affirmant que dans l'adversité, les Singapouriens feront front ensemble et qu'aucun attentat perpétré sur l'île ne réussira à plonger la Cité dans le chaos. Une nouvelle campagne d'affichage pour le 45^{ème} anniversaire de l'indépendance (le 09 août prochain) en appelle aussi à la vigilance, à l'union et à l'esprit de résilience face au terrorisme international. Cette capacité de résilience est travaillée au quotidien par une communication officielle active et omniprésente. En 2009, cette thématique avait une nouvelle fois structuré le discours officiel du Premier ministre LEE Hsien Loong – fils du « père-fondateur » LEE Kuan Yew – lors des célébrations de la fête nationale. A n'en pas douter, celui du 09 août prochain devrait laisser une large place à cette problématique.

Si les efforts pour éduquer la population quant aux réflexes à avoir afin de prévenir au maximum tout acte terroriste ne suffisent pas encore à la faire se sentir prête à affronter un tel événement, cette campagne permanente de mobilisation semble toutefois porter ses fruits quant à la prise de conscience que la menace est réelle. Ainsi, un sondage publié par *The Straits Times* le 23 juillet 2005 a révélé que 73% des citoyens interrogés considèrent le terrorisme comme une réelle menace pour la sécurité nationale, alors qu'ils étaient 67% deux ans plus tôt. Si moins d'un sondé sur deux (46%) estime savoir comment réagir dans l'éventualité d'une attaque à la bombe, neuf sur dix affirment que les Singapouriens sauront rester unis quelque soit leur race ou leur religion dans pareille situation. Ils étaient huit en 2003.

Pour rassurer la population, les autorités ont renforcé les patrouilles de police dans les lieux sensibles et développé un important réseau de vidéosurveillance, notamment dans les stations de métro et dans les rames. L'enquête révèle que presque neuf Singapouriens sur dix (88%) ont confiance en leur gouvernement car celui-ci a pris les mesures nécessaires pour se prémunir et gérer une éventuelle attaque alors qu'ils n'étaient que sept sur dix (72%) à tenir les mêmes propos lors de la précédente enquête. Enfin, 74% des sondés affirment que malgré la menace terroriste, Singapour demeure la ville la plus sûre au monde, contre 61% deux ans

²⁶ Syndrome Respiratoire Aigu Sévère.

auparavant.

À noter que cette enquête a été réalisée sur un échantillon représentatif de 519 personnes dans la semaine suivant les attentats à la bombe ayant coûté la vie à une cinquantaine de Londoniens le 07 juillet 2005. Elle a été réalisée afin d'évaluer si les attitudes vis-à-vis de la menace terroriste avaient évolué depuis le dernier sondage de 2003, sondage qui avait fait suite aux annonces faites par le gouvernement après l'arrestation de 31 membres du réseau *Jemaah Islamiyah* et la révélation de leurs projets d'attentats.

La lutte anti-terroriste menée par Singapour ne repose pas seulement sur l'organisation de campagnes de prévention, la multiplication des patrouilles, la mise en place de plans de gestion de crise ou encore la traque des opérations financières des cellules fondamentalistes. Ainsi, les efforts du gouvernement pour amorcer le dialogue entre les communautés de l'île fait qu'aujourd'hui Musulmans et non-Musulmans peuvent évoquer le terrorisme islamiste sans qu'il existe le moindre doute concernant la cohésion de la société dans l'adversité. Mais les autorités singapouriennes peuvent aussi s'appuyer sur le très controversé *Internal Security Act*, texte législatif leur octroyant la possibilité de procéder à des arrestations préventives sans limite de durée d'internement ni obligation de jugement. C'est cette procédure héritée du temps des menaces d'agitation communiste et jamais abrogée dans les textes depuis qui a permis de déjouer les attentats planifiés par le réseau *Jemaah Islamiyah*. Malgré sa légalité, son maintien demeure un sujet de discorde entre le PAP et son opposition et est régulièrement montrée du doigt par les organisations de défense des droits de l'Homme car liberticide. Il en est de même pour ce qui est de la pratique d'installer des micros dissimulés dans les lieux dits « sensibles », à commencer par les lieux de cultes. Mais une majorité de Singapouriens semble considérer que ces pratiques restent des armes essentielles et efficaces de la lutte anti-terroriste.

Deux points noirs cependant, et non des moindres : le récent procès du citoyen suisse accusé de s'être infiltré dans le dépôt du métro pour *taguer* deux rames, ce qui a remis en cause le niveau de sécurité global du réseau de transports (juin) ; et l'arrestation de deux appelés détenus sous le régime de l'ISA, suspectés de recruter des candidats au *Jihad* sur Internet, ce qui a fait émerger une très forte inquiétude sur la nouvelle menace qu'est l'auto-radicalisation (juillet).

Concernant les risques d'épidémie, la crise du SRAS et les menaces constantes liées à la *dengue* ou encore la *malaria* ont poussé les autorités à resserrer leur contrôle sur la population sans pour autant que celle-ci y voit une ingérence illégitime dans leur vie privée. Selon l'Institut Pasteur, le SRAS a été « *la première maladie grave et transmissible à émerger en ce XXI^{ème} siècle* ». L'épidémie s'est déclarée en Chine fin 2002 avant de se propager au niveau mondial l'année suivante. Plus de 8.000 cas ont été détectés, causant la mort de près de 800 personnes à travers le monde. L'ensemble de la communauté internationale se mobilisa à la suite de l'alerte mondiale déclenchée le 12 mars 2003 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). L'épidémie a pu être endiguée grâce à des mesures d'isolement et de quarantaine et par l'identification rapide de l'agent causal du SRAS. La *dengue* et la *malaria* sont quant à elles des maladies potentiellement mortelles dans leurs formes les plus graves. Elles sévissent en milieu tropical et sont transmises essentiellement par les moustiques porteurs des virus. Le gouvernement de Singapour a multiplié les mesures de précaution comme par exemple le contrôle de la température corporelle à l'aéroport pour ce qui est du SRAS ou encore la destruction des gîtes à moustiques en éliminant les eaux stagnantes. Les autorités sanitaires organisent très régulièrement de vastes campagnes d'information et de prévention invitant les citoyens à signaler tout comportement contraire aux mesures de

précaution, comme par exemple le laxisme concernant cette destruction des gîtes. Ces campagnes sont menées en marge d'une communication permanente sur les risques encourus par la propagation de ces maladies (affiches dans la rue, le métro, les écoles, les universités...). Il en a été de même avec la pandémie de grippe H1N1, dès le début prise très au sérieux par les autorités singapouriennes qui ont encore accru leur vigilance.

L'ampleur des menaces et leur constante mise en avant par les autorités contribuent à maintenir la population dans un état de peur permanente. Cette mise en avant peut parfois paraître démesurée, comme lorsque le Ministre des Affaires Étrangères George YEO sous-entend à la suite des attentats de Londres que Singapour ne saurait échapper à une attaque du même ordre : « *Nous ne pouvons jamais être sûr à 100% [que les mesures prises soient suffisantes], et un jour ou l'autre quelque chose de terrible arrivera* »²⁷. De même, le Premier Ministre de l'époque GOH Chok Tong déclara pendant la crise du SRAS : « *Si nous échouons à gérer le SRAS à Singapour, cela deviendra la crise la plus grave que notre pays aura connu* »²⁸. Soulignant les impacts néfastes que pourrait avoir l'épidémie sur l'économie du pays comme par exemple la fuite des touristes et des capitaux étrangers, il précisa qu'il ne s'agissait pas seulement d'une crise liée au SRAS, mais bien d'une psychose²⁹. Au moment de ses déclarations, 172 personnes avaient déjà été affectées sur l'île et l'on dénombrait alors seize décès dont deux non confirmés.

En cherchant à responsabiliser les citoyens, l'État va jusqu'à les infantiliser et crée ainsi un besoin de prise en charge auto-entretenu. La stratégie du PAP pour se maintenir au pouvoir depuis 1959 a été de lier le destin de Singapour au maintien de son statut de premier parti politique de la Cité-État, confondant intérêts nationaux, intérêts de la population et intérêts du parti. La conséquence directe de cette stratégie a été de faire redouter aux Singapouriens l'alternance politique et craindre l'idée qu'un jour le PAP puisse ne plus être le gestionnaire de leur destin, de leur sécurité et de leur niveau de développement. Cela explique la faiblesse des partis d'opposition qui peinent à rassembler par manque de crédibilité aux yeux des électeurs. Même si des voix s'élèvent parfois contre la « persécution » politique et juridique du parti au pouvoir à l'encontre de ses *challengers*, l'électorat ne semble pas encore prêt à remercier les leaders du PAP pour confier les commandes de la petite République à ceux qui font figure aujourd'hui de « novices ». En effet, le PAP et ses membres jouent souvent la carte de l'expérience couronnée de succès face à la tentation du changement et de la nouveauté et intentent régulièrement des procès pour diffamation contre les membres de partis d'opposition. Les dommages et intérêts réclamés suffisent souvent à stopper net la carrière politique des personnes incriminées sans que cela ne provoque pour autant la colère de la population qui semble considérer cette démarche légitime, puisque légale.

²⁷ « *We can never be a hundred per cent sure... and sometime or another, something terrible will happen.* », George YEO in *The Straits Times*, 03.02.05.

²⁸ « *If we fail on this SARS in Singapore, it will become the worst crisis that our country has faced.* », GOH Chok Tong in *Asian Economic News*, 21.04.03.

²⁹ « *It's a crisis of fear, not just a crisis of SARS* », GOH Chok Tong in *Asian Economic News*, 21.04.03.

Conclusion

En mettant en valeur son impressionnant bilan, en soulignant le nombre et l'importance des menaces qui pèsent sur Singapour, en liant la survie de la Cité-État à son destin politique et en infantilisant les citoyens, toujours sur fond de précédents historiques traumatisants, le PAP a réussi à légitimer pleinement et durablement sa présence aux commandes d'un État qu'il définit comme nécessairement fort et omnipotent, sans opposition politique prête à prendre le relais.

Cependant, Singapour a su gérer la délicate question de la succession politique, question qui a agité très fortement ses voisins les plus proches : la Malaisie et l'Indonésie. La transition entre les hommes forts – et presque providentiels, ou du moins parfois considérés comme tels, et au premier rang desquels LEE Kuan Yew – qui « ont fait » Singapour, et une génération d'hommes politiques plus jeunes n'ayant pas connu la période des troubles et du sursis, s'est faite en douceur. Une transition douce rendue possible par la mise en retrait progressive des premiers leaders au profit de leurs successeurs sans qu'ils ne cessent d'accompagner ce processus transitoire. C'est ainsi que LEE Kuan Yew, premier homme fort de la Cité du Lion, est passé progressivement du statut de Premier Ministre à celui de Ministre Senior (*Senior Minister*) et enfin – fonction qu'il occupe toujours, à plus de quatre-vingt-six ans – de Ministre Mentor (*Mentor Minister*). Son successeur GOH Chok Tong, ancien Premier Ministre comme lui, fait également toujours partie de l'équipe gouvernementale et a repris le « titre » de *Senior Minister*. Le changement dans la continuité en quelque sorte, un processus qui a en partie assuré la stabilité politique sans pour autant entacher l'incroyable réactivité de l'équipe gouvernementale depuis l'accession à l'indépendance.

Mais si le fils du père-fondateur de la Cité-État est aujourd'hui à la tête du gouvernement, Singapour n'en demeure pas moins exposé à de possibles tensions politiques le jour où LEE Kuan Yew s'éteindra. La question est déjà évoquée du bout des lèvres et inquiète malgré tout, tant l'empreinte de l'homme politique est grande sur l'histoire du Singapour indépendant et son analyse religieusement écoutée encore aujourd'hui. LEE Kuan Yew a réussi le double pari de transmettre à ses successeurs une République jeune, riche et dynamique qui, malgré les crises, n'a cessé de se développer, et un discours et des pratiques politiques aujourd'hui ancrés dans les esprits et dans les mœurs. « Le Roi est mort, vive le Roi ! » en quelque sorte. Avec en sus la sécurité d'avoir son fils comme gardien du temple singapourien. Mais d'autres voient en la disparition du *leader* historique l'occasion de conduire les réformes souhaitées par une opposition encore dans l'ombre du *Mentor Minister*. Le temps venu, et quelque soit son intensité ou sa portée, la question de la disparition de ce dernier se posera et l'équipe dirigeante devra l'aborder avec le plus de clairvoyance possible. D'autant plus que si la disparition de LEE Kuan Yew peut peser sur le politique intérieure du pays, elle le fera assurément sur sa politique extérieure. Singapour, quelque soit le niveau de son intégration et de son poids dans l'économie mondiale, demeurera un « nain politique », et ce malgré des alliés de poids et une reconnaissance internationale aujourd'hui quasiment unanime. Reste que la réussite diplomatique de la petite République reposait très largement sur LEE Kuan Yew lui-même.

L'histoire récente du Singapour indépendant a fortement conditionné le schéma gouvernemental depuis plus de quarante ans, et encore actuellement. Philippe REGNIER le

définit très simplement : « *L'action gouvernementale est guidée par deux principes : cohésion intérieure maximale et durable face à l'imprévisibilité régionale ; flexibilité optimale des relations extérieures en privilégiant le soutien des grandes puissances extrarégionales (...) faisant contrepoids au pouvoir de nuisance éventuelle des pays voisins* »³⁰. Deux questions fondamentales découlent de ce constat : celle de la flexibilité de sa société, surprotégée³¹, et celle de l'intégration de la petite République insulaire dans son environnement régional (une île chinoise prospère au milieu d'un océan malais beaucoup moins développé et revanchard, quand il n'est pas hostile).

Les crises de ces dernières années ont ainsi démontré d'une part – pour reprendre et élargir le concept rousseauiste – que le pacte politique, social, ethnique et sécuritaire en place peut être profondément remis en cause par une crise affectant la Cité-Etat ou tout autre voisin de la région, et d'autre part que le confort matériel ne saurait être la seule aspiration de Singapour. Passée l'épreuve de la survie économique, même si celle-ci demeurera toujours une ombre planant sur les politiques menées, il devient nécessaire de donner une âme au génie économique singapourien et de faire de la cité du lion un « carrefour d'échanges interculturels »³². De nombreux efforts ont été produits en ce sens ces dernières années à travers un double processus de déconcentration/décentralisation du pouvoir, par la mise en place – certes encore artificielle – d'une opposition politique, une plus grande mise en valeur de la société civile, des opportunités offertes par le développement de la créativité et de l'implication de la population et la mise en place de politiques culturelles et sportives dynamiques³³. Cette « ouverture spirituelle et sociale » de la Cité-Etat demeure un chantier conséquent tant la société a été marquée par les décennies de conformisme imposé pour assurer sa survie.

Mais le chantier le plus important et le plus délicat demeure sans doute l'intégration de Singapour dans son environnement régional. Membre fondateur de l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-Est³⁴), Singapour a malgré tout toujours eu du mal à trouver sa place à côté de ses voisins avec qui les relations sont tendues voire conflictuelles. Ce problème ne réside pas seulement dans la différence ethnique, mais aussi et surtout dans la position économique de Singapour au sein de son voisinage. Souvent jugée insolente et méprisante, la petite République peine à ne pas s'enfermer dans sa prospérité en négligeant de tisser des liens autres qu'économiques avec ses voisins. Un complexe de supériorité en somme : la réussite insolente de Singapour met la Cité-Etat dans une situation inconfortable vis-à-vis de ses voisins et crée une différence de plus avec eux. Par conséquent, elle tend à se replier sur elle-même et à ne pas tisser ces liens nécessaires à une meilleure entente et une meilleure acceptation. Singapour, longtemps perçue comme une « île-garnison »³⁵, travaille désormais à améliorer son image pour ne pas donner l'impression de s'isoler dans un confort matériel indécemment. Des efforts ont été menés en ce sens ces dernières années, afin d'ancrer

³⁰ REGNIER (Philippe) in *Crises en Asie du sud-est*, Paris, Références inédites, Presses de Sciences-Po, 1999, p. 181.

³¹ Philippe REGNIER parle d' « *alchimie délicate, mêlant de savants dosages de cohésion et de flexibilité de sa société intérieure* » in *Crises en Asie du sud-est, op.cit.*, p. 184.

³² REGNIER (Philippe) in *Crises en Asie du sud-est*, Paris, Références inédites, Presses de Sciences-Po, 1999, p. 188.

³³ Par l'organisation d'événements d'ampleur internationale comme par exemple le premier grand prix de Formule 1 couru en nocturne, le festival international de musique du monde WOMAD ou encore le festival européen du film ; mais aussi par le développement des infrastructures comme les récents gradins faisant face à l'embouchure de la *Singapore River* pour les compétitions nautiques.

³⁴ *Association of Southeast Asian Nation* ; association qui rassemble dix pays de la région : l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, Brunei, les Philippines, le Cambodge, le Laos, la Birmanie et le Vietnam.

³⁵ REGNIER (Philippe) in *Crises en Asie du sud-est*, Paris, Références inédites, Presses de Sciences-Po, 1999, p. 188.

plus solidement la Cité du Lion dans la région par des biais autres que purement économiques et avec une plus grande considération pour ses voisins. C'est dans cette optique qu'a été mis en place à partir de 1992 un programme de coopération au développement³⁶.

En parallèle de cet enjeu majeur d'enracinement de Singapour dans son voisinage, le dossier de la régionalisation de l'Asie du sud-est demeure ouvert et à traiter. Dans un contexte de montée en puissance de géants tels que l'Inde et la Chine, le vingt-et-unième siècle promet de donner aux pays asiatiques une place de choix dans le concert des nations par un recentrage stratégique des « affaires du monde » autour de l'Asie. L'Asie du sud-est ne saurait être mise à l'écart de cette refonte des relations internationales et a tout à gagner à affiner et dynamiser l'association de ses pays au sein de l'ASEAN. À l'heure où le processus de mondialisation semble entrer dans une phase où les grandes associations de pays reprennent une légitimité et une efficacité un temps contestées³⁷, l'exemple européen peut faire figure de source d'inspiration (ou de non-inspiration) pour les pays membres de l'ASEAN³⁸. À Singapour de s'affirmer comme acteur dynamique de la relance de cette construction régionale, tout comme elle en avait été il y a plusieurs décennies l'un des membres fondateurs.

³⁶ SCP ou *Singapore Cooperation Programme*.

³⁷ Et ce notamment dans leur vocation et leur aptitude à protéger leurs membres face aux effets négatifs de la mondialisation ; par exemple, l'idée d'une Europe protectrice a été rendue acceptable par l'actuelle crise économique : ce qui paraissait antilibéral et incompatible avec le processus même de mondialisation hier est aujourd'hui devenu un *leitmotiv* général et une vocation nouvelle de protection a été donnée à l'UE

³⁸ À noter qu'est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2010 un accord géant de libre-échange négocié depuis 2002 entre la Chine et l'ASEAN, donnant naissance à la plus grande zone de libre-échange au monde. Le nouvel ensemble ainsi créé rassemble quelque 1,9 milliards de consommateurs, produit pour 6 000 milliards de dollars de PIB et génère près de 4 500 milliards de dollars de flux de commerce.

(source : www.lefigaro.fr dans son édition du 31 décembre 2009)

Références bibliographiques et sources

Ouvrages :

DE KONINCK (Rodolphe), *Singapour, la Cité-Etat ambitieuse*, Paris, La documentation française, Belin, 2006

RAUFER (Xavier) – Dir., *Atlas de l’Islam radical*, Paris, CNRS Editions, 2007

REGNIER (Philippe), *Singapour et son environnement régional : étude d’une Cité-Etat au sein du monde malais*, Genève, Publications de l’Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1987

REGNIER (Philippe) in *Crises en Asie du sud-est* (RICHER Philippe, Dir.), Paris, Références inédites, Presses de Sciences-Po, 1999

RIGG (Jonathan), *Singapore and the recession of 1985*, Asian Survey, Vol. 28, No. 3, 1988

TERTRAIS (Hugues), *Asie du Sud-Est: enjeu régional ou enjeu mondial?*, Paris, Gallimard, 2002

Revue :

Woodrow Wilson International Center for Scholars (octobre 2007) : « *Ten years after: Revisiting the Asian Financial Crisis* »

Presse :

The Straits Times, édition du 01.07.2010

The Straits Times, édition du 23.07.2005

The Straits Times, édition du 03.02.2005

The Straits Times, édition du 21.04.2003

Sites Internet :

Cabinet du Premier ministre : <http://www.pmo.gov.sg>

Géoscopies : <http://www.geoscopies.net/>

Interpol : <http://www.interpol.int/>

Le Figaro : <http://www.lefigaro.fr> (édition du 31 décembre 2009)